



Direction générale des Services techniques
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **RUE TRUCHET - Destination temporaire - Déménagement**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,
l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

- Considérant la requête de SALOMON ZEITOUN, adressée par courrier en date du 11 décembre 2023 par laquelle il sollicite l'autorisation d'organiser le déménagement le **MARDI 19 DÉCEMBRE 2023** ,

- Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La circulation de tous véhicules sera interdite : (voie fermée par barrière)

- **RUE TRUCHET pour un déménagement au droit du n°9 le 19/12/2023 de 12:00:00 à 15:00:00**

ARTICLE 2 : Le passage aux bornes se fera par lecture de plaque en communiquant par retour de mail le numéro d'immatriculation à badge-acces@ville-arles.fr pour l'ouverture des droits.

ARTICLE 3 : Une clef V11 pour l'ouverture de la barrière sera à récupérer avec une chèque de caution de 80 euros à la Direction Voirie Déplacements Réseaux secteur Déplacements (sur rdv au 04 90 49 39 50)

ARTICLE 4 : La pré-signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection du déménagement nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par

SALOMON ZEITOUN

L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 5 : En tout état de cause, la continuité du cheminement piétons protégé de la circulation d'une largeur de 1,40 m minimum, devra être maintenue.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire évitera toute activité hors de l'emprise du déménagement.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre aux riverains et à leurs fournisseurs d'accéder aux habitations.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 9 : SALOMON ZEITOUN demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution du déménagement ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection du déménagement.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : Mme La Directrice Générale des Services, M.le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 12 : L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à MR JULES RADISSON - 9 rue Truchet - 13200 ARLES

Arles, le 13 décembre 2023

Le Maire d'Arles
Patrick de Carolis

